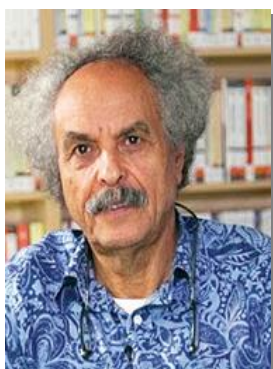


“ LA TURQUIE, LE MAGHREB ET L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR



Note d'Analyse Hors-Série
juin 2020

Préparée par Pr.
Mohamed-Chérif FERJANI

Président du Haut Conseil
scientifique de Timbuktu
Institute African Center for
Peace Studies

La Turquie s'est constituée comme Etat sur ce qui restait de l'Empire ottoman au lendemain de sa défaite lors de la Première Guerre mondiale. Les frontières de cet Empire s'étendaient jusqu'en Afrique du Nord ; **seul le Maroc a réussi, avec son ouverture sur l'Afrique subsaharienne, à échapper à l'expansion de l'héritier de Byzance.**

Depuis la fin de l'Empire Ottoman, les relations entre la Turquie et les pays du Maghreb étaient marquées par une certaine distance, mais sans hostilité. Le modèle kémaliste a même inspiré les modernistes maghrébins, particulièrement en Tunisie dont le leader Bourguiba se réclamait ouvertement.

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) en Turquie en 2002, du PJD (Parti de la Justice et du Développement) au Maroc et du Mouvement Ennahda en Tunisie, en 2011, les relations entre les trois pays ont connu un rapprochement marqué par le sceau de la solidarité entre trois mouvements piliers de l'Organisation mondiale des Frères musulmans.

Depuis le coup d'État du Général Sissi, qui a renversé le pouvoir des Frères musulmans en Egypte, et l'inscription des instances internationales de cette mouvance sur la liste des organisations terroristes, **la Turquie est devenue la principale plateforme de leur action, avec le soutien financier du Qatar.**

Même si l'islam politique a perdu de son influence en Algérie, depuis l'échec de la fuite en avant du FIS (Front Islamique du Salut) en réaction à l'interruption du processus électoral qui allait le porter au pouvoir, l'AKP peut encore compter sur quelques partis et mouvements comme El Islah, le Mouvement de la société pour la paix (MSP/Hamas) et Ennahda (Algérie) regroupés dans l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) avec un groupe 58 députés suite aux élections législatives de 2012.

Les évolutions récentes en Algérie, depuis la fin du règne de Bouteflika suite à un soulèvement pacifique sans précédent, et l'élection d'un nouveau Président qui ne semble pas répondre aux aspirations démocratiques et sociales du mouvement, les islamistes essaient, sinon de reprendre le terrain perdu le changement à l'origine du retour de Bouteflika, du moins de garder les positions obtenues grâce à la collaboration avec son pouvoir.

En Libye, où la présence des Frères musulmans date des débuts de la création de leur organisation en Egypte à la fin des années 1920, le Parti de la Justice et de la Construction (PJC), créé en mars 2012, est aujourd'hui leur principale expression. Bien que minoritaire dans le pays, ce parti a réussi à conquérir la présidence du Haut Conseil d'Etat (HCE) et à s'imposer, depuis 2018, comme un interlocuteur international de la Libye, malgré l'opposition de son rival de Benghazi, le Général Haftar.

Ce succès est le fruit du soutien des islamistes au pouvoir en Tunisie, où s'est tenue la conférence internationale à l'origine de cette consécration, et en Algérie, ainsi que de l'appui de la Turquie, du Qatar et de ceux qui, en Europe et aux États-Unis,

pensent toujours que l'islam politique est un allié possible capable de garantir leurs intérêts dans la région.

L'accès de l'AKP au pouvoir étant antérieur, et sans partage avec d'autres partis, depuis près de deux décennies, constitue un modèle de réussite pour ses partis frères en Afrique du Nord. Conscient de la place qu'occupe son parti au sein de l'islam politique, Recep Tayyip Erdoğan a déclaré en 2011 : « **nous n'essayons pas d'être un modèle pour qui que ce soit, mais on peut être une source d'inspiration** (...) car la Turquie a démontré que l'islam et la démocratie peuvent parfaitement coexister. »¹ Le tunisien Rached Ghannouchi, ne dit pas autre en déclarant dès son retour au pays en 2011 : « La Tunisie va prouver au monde entier qu'islam et démocratie sont compatibles. La Turquie, pays à 99% musulman, y parvient aisément ».²

Plus qu'une source d'inspiration, l'islam politique turc, qui a vu le jour après ses homologues arabes, est regardé comme le grand frère qui a réussi et qui sert d'exemple pour la conquête et la conservation du pouvoir, comme pour sa politique économique libérale et sa manière de torpiller la démocratie tout en s'en réclamant et l'instrumentalisant pour asseoir et pérenniser un régime autoritaire.

L'accès des partis islamistes au pouvoir a ouvert les pays de l'Afrique aux exportations turques qui mettent à profit la « fraternité islamiste » pour concurrencer, de façon déloyale, non seulement les produits des partenaires traditionnels de ces pays, mais aussi la production locale qui n'arrive pas à faire face à l'inondation des marchés locaux par toute sorte de produits du « grand frère » turc.

Outre les relations économiques, largement favorables à la Turquie, le principal domaine de collaboration entre les partis islamistes au pouvoir reste leur action concertée pour protéger les mouvements islamistes là où ils sont en difficulté, comme en Egypte, en Libye, en Syrie, au nom du « jihad sacré contre les tyrans qui oppriment les peuples musulmans ».

¹ L'express, le 16 juin 2011, http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-turquie-se-veut-source-d-inspiration-pour-les-arabes_1002941.html

² OVIPOT, 16 septembre 2011, <http://ovipot.hypotheses.org/6603>

Cette collaboration s'est illustrée à travers le soutien apporté à DAECH, par l'envoi de jihadistes des différents pays du Maghreb vers la Syrie, via la Turquie, avant l'évacuation des mêmes jihadistes, par le même chemin, vers la Libye où ils constituent aujourd'hui une menace pour la sécurité de toute la région s'étendant au Nord et au Sud du Sahara. C'est là l'enjeu principal du soutien qu'apporte la Turquie aux mouvements islamistes en Afrique du Nord que ce soit là où nous assistons à des échéances électorales, comme en Tunisie en 2019 et au Maroc dans moins de deux années, ou dans des situations de crises dont l'issue n'est pas tributaire d'échéances électorales, comme c'est le cas en Algérie et en Libye.

Malgré l'embargo sur les armes, imposé par l'ONU à la Libye depuis 2011, la Turquie soutient, de plus en plus, les forces du Gouvernement d'Union Nationale avec son aviation qui intervient directement dans le conflit en bombardant les positions prises par l'armée du général Haftar, ainsi que par l'envoi de drones, d'armes et de techniciens et experts militaires assurant l'encadrement des troupes de leur allié, en plus des jihadistes et des mercenaires de différentes nationalités qui avaient servi dans les rangs de DAECH en Irak et en Syrie et que la Turquie a évacués avant de les acheminer et de les redéployés en Libye³.

Cette intervention de la Turquie, dont la décision a fait l'objet d'un vote du parlement turc, est à l'origine des revers infligés aux troupes du Général Haftar depuis le mois de mai 2020. Elle a permis la reprise de la base aérienne d'Al-Watya par les troupes gouvernement de Sarraj qui, non seulement on ainsi gagné la bataille de Tripoli, mais aussi ont repoussé les troupes adverses jusqu'à la ville côtière stratégique de Syrte.

Ces reconquêtes sont tellement importantes que le Maréchal Sissi a réagi le 20 juin 2020 en menaçant d'intervenir directement pour empêcher la prise de cette ville qu'elle considère comme la « ligne

³ Voir la note relative au « chaos libyen et ses conséquences au Maghreb et au Sahel » : <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/337-le-chaos-libyen-et-ses-consequences-au-maghreb-et-au-sahel-par-pr-mohamed-cherif-ferjani?fbclid=IwAR1feFTRfOZn6JxhNWxXeeWSlaxqMXM3BcFad5UUGM6CHFkPUEE8LyzMXOw>

rouge » dont le franchissement serait une menace directe pour l'Égypte.

Jusqu'où ira l'intervention de la Turquie en Libye ? **Conscients des dangers de cette intervention, le Président algérien appelle à une concertation entre les pays riverains dont en particulier l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte** pour arrêter les interventions étrangères, trouver une solution interne et négociée entre les libyens et éviter la partition du pays.

Mais quels moyens ont-ils pour empêcher le gouvernement d'Ankara de poursuivre sa politique interventionniste surtout qu'ils sont soutenus financièrement par la Qatar, sur le terrain par les groupes jihadistes de différentes factions de l'islam politique, internationalement par l'Italie, l'Ukraine et les États-Unis qui comptent sur la Turquie pour contenir l'intervention de la Russie et ses alliés en Libye.

Les résultats de la rencontre entre le Président tunisien Kaïs Saïed et le Président Français, quelques jours après un accrochage, qui aurait pu connaître une tournure dramatique, entre un navire turc et une frégate française chargée de surveiller l'embargo sur la livraison d'armes à la Libye, montrent l'impuissance des pays riverains à contrer l'offensive dangereuse de la Turquie en Afrique du Nord.

Les divisions internes à chaque pays par rapport à cette offensive, comme celles qui opposent le Chef de l'État Tunisien au Président islamiste du Parlement, ne sont pas de nature à faciliter une prise de position claire et déterminée contre la politique turque et contre toutes les interventions étrangères en Libye.

Le Timbuktu Institute est un think-tank africain basé à Dakar, Niamey, Nouakchott, Bamako et Conakry dont la mission est de co-construire un monde de Paix et de Justice en Afrique.

Le Timbuktu Institute valorise les ressources endogènes de l'Afrique, de sa société civile et communautaire, des citoyens, chercheurs universitaires ou religieux ... afin d'inspirer des méthodes innovantes de médiation aux partenaires internationaux qui partagent les mêmes idéaux.



VDN- Sacré-Cœur 3 – BP 15177 CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL.
+221 77 869 84 90 / +221 77 897 12 42 / +221 33 827 34 91
timbuktu.institute@gmail.com

contact@timbuktu-institute.org
www.timbuktu-institute.org
@timbuktuacps